



**« Quel avenir pour les relations transatlantiques ? »  
État des lieux et avenir possibles**

**Mémoire de géopolitique  
du Cdt Lionel ESTRAGUES  
dans le cadre de l'étude dirigée  
« La politique étrangère des Etats-Unis »**

Directeur : Général Vincent DESPORTES  
Secrétariat Général à la Défense Nationale

Avril 2005

« Quel avenir pour les relations transatlantiques ? »  
État des lieux et avenir possibles

SOMMAIRE

Première partie : ORIGINES ET IMPORTANCE DES RELATIONS TRANSATLANTIQUES

Les fondements de la politique américaine en Europe

Evolution des relations transatlantiques depuis la chute du mur de Berlin

Quels sont les partenaires transatlantiques

Etats-Unis Europe: Fossé culturel ou communauté de valeurs

Seconde partie : RAISONS DES DIFFICULTES, DIFFERENTES PERCEPTIONS ET  
IMPLICATIONS DANS LA POLITIQUE MONDIALE

Une perception des menaces comparable de part et d'autre de l'atlantique

Implications européennes et américaines dans les défis de la sécurité internationale : Force du droit ou  
droit de la force

Réélection de GW BUSH et gestion du conflit en Irak : quels Impact sur les relations transatlantiques

Troisième partie : QUEL AVENIR ET QUELLES SOLUTIONS ?

Perspectives transatlantiques

Nécessité et chemin vers un partenariat transatlantique

## INTRODUCTION

Pendant la guerre froide, les relations EST-OUEST sont restées figées pendant une durée anormalement longue car on a assisté à un conflit idéologique, politique et économique où la superpuissance américaine était la seule garante de la sécurité en Europe par l'intermédiaire de l'Otan (avec des participations inégales). Avec la dislocation de l'empire soviétique, on a assisté à l'apparition de nouvelles menaces : renaissance de nationalisme avec conflits violents en Europe, terrorisme international soutenu par des nations d'importance, dissémination et prolifération d'armes non conventionnelles. Avant la crise de l'Irak il y avait eu une dégradation lente des relations transatlantiques mais en fait plutôt transformation des relations.

Ces dangers ne peuvent être considérés de façon autonome par aucun pays, sauf les Etats-Unis. Ils ont pu faire croire que leur surpuissance militaire et technologique leur permettait d'agir de manière unilatérale, fort de leur bon droit.

Aujourd'hui les Etats-Unis savent que la victoire militaire ne suffit pas et que la victoire de l'après guerre est aussi, si ce n'est plus, importante lors de la mise en place de régimes démocratiques dans des pays qui n'ont jamais eu et n'ont peut-être toujours pas les qualités pour devenir démocratique.

L'Union Européenne (UE) après de longs tâtonnements est décidée à avancer dans la construction d'une unité politique (constitution européenne) même si le conflit irakien a exacerbé des dissensions entre les européens. Le seul moyen pour l'Europe de pouvoir dissuader les Etats-unis d'une intervention unilatérale sans légitimité internationale est une unité sans faille ne laissant pas de place aux coalitions de circonstance.

La consolidation de l'UE est irréversible et les Etats-Unis vont devoir évoluer pour considérer l'Europe comme un acteur de stabilité par le multilatéralisme, un partenaire complémentaire dans la défense des valeurs démocratiques communes et non un adversaire s'élevant contre leur pouvoir de décision.

Une volonté de normalisation et de retrouver une vieille alliance est-elle partagée des deux côtés de l'atlantique. Le déclenchement de la guerre en Irak a crevé l'abcès de la dégradation progressive des relations transatlantiques en cristallisant sur les relations France USA mais si cette crise est en train de se résorber, il est improbable que l'on retourne au « statu quo ante » car trop de choses ont durablement changé. Unique superpuissance, les Etats-unis utilisent leur force économique et militaire au service de leur propre vision du monde, pendant que l'Europe est occupée à se construire. On ne pourra pas faire l'économie d'une redéfinition des relations transatlantiques, c'est que trop de choses ont durablement changé, que ce soit les américains, les européens ou le contexte international.

Avec la Guerre Froide, le camp occidental a été uni dans une alliance politique et militaire sans précédents qui avaient pour objectif commun de lutter contre l'influence soviétique. Depuis la fin de

l'URSS, la question qui s'impose est de s'interroger sur sa pérennité : les solidarités héritées de l'après-45 vont-elles se poursuivre ou les divergences d'intérêts qui se sont clairement manifestées lors de la crise irakienne vont-elles détruire ces liens ?

On est en droit de penser que l'heure est au partenariat : il faut profiter du constat américain concernant le coût d'une opération en autonome (en terme d'image et de budget), pour placer l'Europe et en particulier le couple franco-allemand comme partenaire privilégié au sein d'une Union en stabilisation.

Le but de ce mémoire est donc d'analyser l'évolution possible des relations transatlantiques et l'orientation qu'il sera possible de leur donner. Il conviendra donc de comprendre où en sont les liens Europe/Amérique du nord dans le concert des relations internationales puis de définir les différences et partages en matière de politique étrangère pour pouvoir enfin imaginer un avenir plausible et satisfaisant des relations transatlantiques.

## PARTIE I: ORIGINES ET IMPORTANCE DES RELATIONS TRANSATLANTIQUES

### A- LES FONDEMENTS DE LA POLITIQUE AMERICAINE EN EUROPE :

La stratégie intégrale des États-Unis en Europe ne peut être vraiment comprise en fonction de la seule conjoncture des années 1990. Elle repose sur certains fondements ancrés dans une plus longue durée. Il faut remonter à 1945 pour découvrir que la stratégie de l'après-guerre froide découle de l'expérience américaine des deux guerres mondiales. Cette expérience a été synthétisée dans une conception géopolitique particulière qui, forgée dans les années 1940, s'impose toujours aux dirigeants américains. La mondialisation de l'économie, si elle caractérise les années 1990, s'inscrit en fait dans le cadre d'une stratégie poursuivie par les États-Unis depuis la crise de 1929, où l'Europe est considérée comme un débouché vital pour les produits américains. Enfin la stratégie américaine repose sur des fondements culturels propres à la société américaine et à son système de valeurs. On ne peut imaginer le futur des relations transatlantiques si l'on n'a pas correctement appréhendé leur évolution au cours des dernières décennies.

#### FONDEMENTS DIPLOMATIQUES

La vision américaine de l'Europe est toujours marquée, au plus profond, par l'expérience coloniale d'avant l'indépendance et les discours fondateurs d'un George WASHINGTON, d'un Thomas JEFFERSON et d'un James MONROE. Depuis longtemps, les Américains nourrissent envers les Européens une attitude ambivalente où la volonté de maintenir des liens étroits basés sur la parenté culturelle est contrebalancée par le désir de rompre avec les origines pour rebâtir un monde meilleur. Dans Le Papier fédéraliste n° 11, Alexander HAMILTON appelait les treize États qui formaient alors une confédération à s'accorder en une indissoluble Union "pour former un grand système américain au-dessus du contrôle de toute force ou de toute influence européenne, qui leur permette de dicter les termes des relations entre l'Ancien et le Nouveau Monde"<sup>1</sup>.

L'ambivalence a toujours caractérisé la diplomatie américaine à propos de la construction européenne. Initialement, le soutien des États-Unis au processus était clair mais il n'était pas tellement question, dans les années cinquante, de construire une entité politique autonome. Dès 1945, l'idée américaine était, selon les mots de Simon SERFATY, d'"enfermer les États-nations européens dans une communauté d'États au sein de laquelle ils pourraient se reconstruire mais dont ils ne pourraient pas s'échapper"<sup>2</sup>. Le président TRUMAN voulait que la souveraineté des États-nations d'Europe soit réfrénée par les obligations découlant de leur participation à un ensemble commun. Celui-ci ne devait pas aller trop loin sur le plan politique. Suffisamment puissant pour contrer l'autonomie des États-nations, il ne devait pas s'ériger lui-même en une force politique susceptible de traiter d'égal à égal

---

<sup>1</sup> Bernard E. Brown, L'État et la politique aux États-Unis, traduit de l'américain, Paris, PUF, 1994, p. 43.

avec les États-Unis. En somme la construction européenne a été soutenue dès ses origines par les États-Unis dans la mesure où l'entreprise était essentiellement d'ordre économique. Encore la politique agricole commune a-t-elle amené Washington à se poser de sérieuses questions. Chaque fois que l'Europe prétendait, surtout par la voix de Paris, se définir politiquement, les sourcils américains se fronçaient.

Les États-Unis veulent garder un contrôle politique de l'Europe. Avec ou sans menace soviétique, ils sont convaincus que les États européens livrés à eux-mêmes sont incapables d'organiser une alliance militaire efficace et que le système des États européens tend à ne générer qu'égoïsmes nationaux et guerres. Telle était la conviction de JEFFERSON, de Woodrow WILSON, de Franklin ROOSEVELT<sup>3</sup>. Le problème, c'est que, depuis 1945, beaucoup d'Européens partagent aussi cette conviction<sup>4</sup>. L'intégration européenne a d'abord été vue comme un moyen de gérer ce que John Foster Dulles appelait "le problème allemand"<sup>5</sup>. Mais il s'agissait aussi de briser les mauvaises habitudes de tous les autres pays européens. Pour DULLES, même si la menace soviétique disparaissait, il faudrait encore que les États-Unis empêchent les Européens de se détruire eux-mêmes<sup>6</sup>. L'administration KENNEDY affirmait son soutien enthousiaste à l'intégration européenne et, d'une autre main, poussait la Grande-Bretagne à entrer dans la Communauté européenne pour rendre celle-ci compatible avec les intérêts américains, c'est-à-dire en faire une simple zone de libre-échange. Washington faisait aussi pression sur Bonn pour que l'Allemagne n'entre pas dans une forme de coopération plus étroite avec la France, comme le souhaitaient Charles De GAULLE et Conrad ADENAUER<sup>7</sup>.

Il est intéressant de comparer les réactions américaines aux avancées européennes à la fin des années cinquante et au début des années soixante avec la fin des années quatre-vingt et le début des années quatre-vingt-dix. En 1992, les États-Unis approuvèrent le Marché unique mais en soulignant, dans une campagne savamment orchestrée, qu'il ne pouvait donner naissance à une "forteresse Europe". Washington s'efforça aussi de nouer des liens politiques plus étroits avec Bruxelles au moment où les Européens se rapprochaient les uns des autres. Lorsque Bonn et Paris avancèrent l'idée d'un forum européen sur les questions de défense qui permettrait à la Communauté de parler d'une seule voix au sein de l'Alliance atlantique, Washington fit rapidement savoir qu'il ne pouvait en être question. Son argument était qu'une telle structure serait incapable d'agir dans une situation d'urgence. Sa crainte non avouée était peut-être que cela marche éventuellement trop bien. Comme en 1963, Washington chercha à casser l'axe Paris-Bonn, dont tout le monde sait qu'il est le fondement même de la

---

<sup>2</sup> "Policy Forum...", p. 119.

<sup>3</sup> John Lamberton HARPER, *American Visions of Europe*. Franklin D. Roosevelt, George F. Kennan, and Dean G. Acheson, Cambridge, Cambridge University Press, 1994, p. 338.

<sup>4</sup> Josef JOFFE, "Europe's American Pacifier", *Foreign Policy*, n° 54, printemps 1984, pp. 64-82.

<sup>5</sup> Ronald W. PRUESSEN, « John Foster Dulles : The Road to Power, 1888-1952 », New York, The Free Press, 1982.

<sup>6</sup> Déclaration devant le Conseil de l'Atlantique nord, le 14 décembre 1953 (U.S. Department of State, *Foreign Relations of the United States, 1952-1954*, vol. V, pp. 461-468).

<sup>7</sup> J. L. HARPER, *op. cit.*, p. 339.

construction européenne. Celle-ci semble décidément incompatible avec l'hégémonie à laquelle Washington s'est accoutumée depuis 1945.

À côté de l'ambivalence américaine, il faut reconnaître qu'il y a aussi ambivalence du côté européen. Malgré la fin de la Guerre froide, les pays d'Europe occidentale et les anciens satellites de Moscou semblent préférer le leadership et la protection des États-Unis à l'alternative d'une Union européenne impliquant de réels abandons de souveraineté dans le domaine de la défense et de la politique étrangère et la dilution de leur relation directe avec Washington. La conséquence, c'est que les relations transatlantiques impliquent toujours trois cadres européens différents pour ce qui est de la sécurité, du commerce et de la diplomatie. La sécurité est traitée dans le cadre de l'OTAN, le commerce fait intervenir l'Union européenne, la diplomatie traditionnelle concerne les différentes capitales nationales. L'interlocuteur européen varie suivant chaque domaine, ce qui permet à Washington de régner. L'ambivalence américaine quant à la construction européenne, visible depuis les années cinquante, s'explique peut-être par ce que Ronald PRUESSEN appelle la "diplomatie intellectuelle du bord du gouffre" (intellectual brinkmanship)<sup>8</sup>. Les dirigeants américains, DULLES, EISENHOWER, KENNEDY, NIXON, KISSINGER, ont toujours tenu des discours favorables à la construction européenne mais chaque fois que celle-ci débouchait sur des résultats concrets, ils réagissaient avec méfiance et ressentiment. Autrement dit, ils se rendaient compte que l'Amérique avait intérêt à avoir à ses côtés une Europe plus autonome et plus responsable mais ils se révélaient, en fin de compte, incapables de suivre ce que cette analyse leur suggérait. A la fin, les dirigeants américains confrontés à une Europe dynamique n'ont ni la volonté ni la capacité de ménager une transition élégante avec la position d'hégémonie qui est la leur depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Le désir de garder les revenants-bons d'un pouvoir sans égal vient régulièrement saper la finesse de leur jugement.

## FONDEMENTS GÉOPOLITIQUES

Lorsque l'administration CLINTON, en février 1995, définit la stratégie nationale de sécurité et son application à cinq régions du monde, elle associe l'Europe à l'Eurasie, sans préciser quelle distinction elle opère entre les deux<sup>9</sup>. Depuis la fin de la Guerre froide, on trouve de nombreuses références à l'Eurasie, notamment chez Samuel HUNTINGTON et Henry KISSINGER. Pour celui-ci, "la domination par une seule puissance d'une des deux principales sphères de l'Eurasie - l'Europe ou l'Asie - constitue encore une bonne définition du danger stratégique pour l'Amérique, Guerre froide ou pas Guerre froide"<sup>10</sup>. En dehors de la prévention d'une attaque nucléaire, biologique ou chimique, la "Commission pour les intérêts nationaux de l'Amérique" estime que la prévention de "l'émergence d'un hégémon hostile en Europe ou en Asie" est le premier des quatre intérêts vitaux des États-Unis.

---

<sup>8</sup> R. W. PRUESSEN, op. cit.

<sup>9</sup> The White House, op. cit., p. 25.

La référence à l'Eurasie et la crainte de sa domination par une puissance hégémonique marquent le grand retour de la géopolitique dans les préoccupations des dirigeants américains de l'après-Guerre froide. Depuis le président James Monroe et sa "doctrine" relative à l'hémisphère occidental, les Américains ont toujours montré un grand intérêt pour la géographie appliquée à la politique. Les théories de la "frontière" et de la "destinée manifeste" ainsi que les écrits de l'amiral Mahan s'inscrivent aussi dans ce souci particulier de l'espace, compréhensible dans une nation de pionniers. Au cours de la Seconde Guerre mondiale, la Geopolitik allemande suscita naturellement la curiosité. On lui attribuait les succès militaires d'Hitler. Les géographes américains se mirent au service du gouvernement d'une manière et sous une forme encore plus structurées qu'en Allemagne<sup>11</sup>. On réédita à New York en 1942 l'ouvrage où le Britannique Sir Halford MACKINDER exposait la menace que représentait la "terre centrale" (Heartland), dominée par la trop forte garnison allemande ou russe. Le cauchemar pour les Anglo-Saxons était que cette terre centrale unisse l'Europe entière sous sa férule et se dote d'une invincible puissance maritime<sup>12</sup>. Le professeur Nicholas John SPYKMAN nuança la thèse de MACKINDER en distinguant l'"anneau des terres" ou Rimland pour désigner les péninsules de l'Eurasie. Les mers qui séparent l'Eurasie des grandes îles extérieures (Grande-Bretagne, Japon, Afrique, Australie) forment un ensemble de voies maritimes unissant isthmes et péninsules du Heartland. Au cours des deux guerres mondiales, l'Allemagne et ses alliés ont essayé d'occuper ce Rimland et c'est là que se sont livrées les batailles décisives. MACKINDER avait dit : "Celui qui contrôle l'Europe de l'est domine la terre centrale ; celui qui domine la terre centrale domine l'île mondiale ; celui qui domine l'île mondiale domine le monde". SPYKMAN reprenait : "Celui qui contrôle l'anneau des terres domine l'Eurasie ; celui qui domine l'Eurasie contrôle les destinées du monde"<sup>13</sup>. SPYKMAN précisa aussi quelle stratégie les États-Unis devraient adopter après la fin des hostilités. Ils devraient s'opposer à la création d'une sorte de fédération des États européens rassemblant vainqueurs et vaincus. Cela affaiblirait la position des États-Unis. Ceux-ci avaient par contre intérêt à pratiquer la politique séculaire de la Grande-Bretagne, consistant à "équilibrer" les États européens, abaissant les grands, renforçant les petits, afin qu'aucun ne domine les autres<sup>14</sup>.

Dès la fin de la Seconde Guerre mondiale, les responsables américains de la Défense, militaires et civils, établirent officiellement, bien que secrètement, que toute puissance ou tout groupe de puissances qui essaierait de dominer l'Eurasie devrait être considéré par les États-Unis comme potentiellement

---

<sup>10</sup> Henry A. KISSINGER, *Diplomacy*, New York, Simon and Schuster, 1994, p. 813.

<sup>11</sup> Marco ANTONSICH, "De la Geopolitik à la Geopolitics. Transformation idéologique d'une doctrine de puissance", *Stratégie*, n° 60, 1995-4, pp. 53-87.

<sup>12</sup> Halford F. MACKINDER, *Democratic Ideals and Reality : A Study in the Politics of Reconstruction*, Londres, Constable, 1919.

<sup>13</sup> Nicholas J. SPYKMAN, *The Geography of the Peace*, New York, Harcourt, Brace and Company, 1944.

<sup>14</sup> Nicholas J. SPYKMAN, *America's Strategy in World Politics. The United States and the Balance of Power*, New York, Harcourt, Brace, 1942.

hostile<sup>15</sup>. Bien que le père de la doctrine du containment, George KENNAN, n'ait reconnu aucune influence de MACKINDER ou de SPYKMAN, les États-Unis n'en ont pas moins, depuis 1945, porté leur ligne de front en Eurasie<sup>16</sup>. Fondée sur les leçons des deux guerres mondiales, cette stratégie vise à établir un équilibre des forces sur le vieux continent et non plus seulement entre le domaine de la puissance de la mer et celui de la puissance de la terre. Aux distances politiques et militaires que la doctrine de Monroe entendait mettre entre l'Amérique et l'Europe, la stratégie d'endiguement pratiquée depuis 1945 substitue le contact aux frontières de la puissance eurasiatique potentiellement rivale<sup>17</sup>. Celle-ci fut évidemment l'Union soviétique et demeure, dans une large mesure, la Russie. Mais, comme le disait SPYKMAN, le danger peut aussi venir, pour les États-Unis, d'une fédération d'États européens. Pour Henry KISSINGER, il ne faut pas que l'Europe soit dominée par une seule puissance : "Un tel regroupement, en effet, aurait la capacité de surpasser l'Amérique économiquement et, à la fin, militairement. Ce danger devrait être contré, même si la puissance dominante était apparemment bienveillante, parce que si les intentions changeaient, l'Amérique se retrouverait avec une capacité de résistance effective grandement diminuée et une incapacité croissante à imprimer une direction aux événements"<sup>18</sup>. Henry KISSINGER suggère, de manière à peine voilée, que les États-Unis ont intérêt à s'opposer au développement d'une Union européenne capable d'agir comme un acteur politique unique. Il rejoint le projet secret de Defense Planning Guidance dont un journaliste avait eu vent en mars 1992 et qui précisait que les États-Unis devraient "empêcher l'émergence de toute superpuissance rivale en Europe occidentale, en Asie ou sur le territoire de l'ex-Union soviétique"<sup>19</sup>. Le fondement de ce type de discours est toujours la géopolitique de SPYKMAN, où l'émergence d'une fédération d'États européens est jugée dangereuse pour l'Amérique.

## B - EVOLUTION DES RELATIONS TRANSATLANTIQUES DEPUIS LA CHUTE DU MUR DE BERLIN

Comme le dirait le président américain, George W. BUSH, « ne nous y trompons pas »<sup>20</sup>, quelque chose a changé dans les relations transatlantiques, et la crise irakienne n'a eu qu'un effet accélérateur de tendances lourdes préexistantes. Le différend transatlantique qui est né de la crise irakienne semble largement dépasser le cadre de cette crise

---

<sup>15</sup> Melvyn P. LEFFLER, "The American Conception of National Security and the Beginnings of the Cold War, 1945-48", *American Historical Review*, vol. 89, 1984-2, p. 356.

<sup>16</sup> Michael P. GERACE, "Between Mackinder and Spykman : Geopolitics, Containment and After", *Comparative Strategy*, vol. 10, 1991-4, pp. 347-364.

<sup>17</sup> Pierre M. GALLOIS, *Géopolitique. Les voies de la puissance*, Paris, Plon-FEDN, 1990, p. 404.

<sup>18</sup> H. A. KISSINGER, *Diplomacy*, p. 813.

<sup>19</sup> Cité par Ronald D. ASMUS, "Le nouveau débat sur la stratégie américaine", *Vers un nouveau partenariat...*, p. 112.

<sup>20</sup> Depuis les attentats du 11 septembre, le président américain a utilisé à de multiples reprises l'expression « make no mistake » en s'adressant à l'opinion américaine pendant les opérations en Afghanistan et lors de la guerre en Irak.

## LA LENTE EVOLUTION DU LIEN TRANSATLANTIQUE

C'est la chute du mur de Berlin qui constitue le point tournant dans les relations transatlantiques, et non le 11 septembre. En effet, la fin de l'empire soviétique prive les occidentaux de leur ennemi commun. Quinze ans après les faits, on commence tout juste à prendre la pleine mesure des conséquences de cette nouvelle donne. Comme ennemi commun, le terrorisme international ne peut pas prendre le relais. Les façons de l'appréhender et de le combattre sont trop différentes. Et surtout, les Européens ne croient pas les américains capables de les protéger contre un ennemi aussi diffus et polymorphe. En ce sens, c'est le lien qui unissait le protégé à son protecteur qui s'est rompu. Nulle part est-ce plus visible qu'en Allemagne ?

Un autre grand changement majeur dans l'environnement international, c'est la régionalisation. Effet surprise de la globalisation, l'identification à sa région n'a jamais été plus forte. Des pays comme l'Australie l'ont compris avant beaucoup d'autres et depuis le conflit en Irak, certaines voix au Canada s'élèvent pour souligner que leur destin est avant tout nord-américain. En Europe, ce phénomène universel de régionalisation se surimpose sur un processus d'intégration politique et économique engagé depuis des décennies. Le résultat facile à prévoir est une Europe totalement absorbée par elle-même et pour laquelle le lien transatlantique fait déjà partie du passé plutôt que de l'avenir. « Nous avons d'abord cessé de nous comprendre, puis nous avons cessé de nous en soucier » a-t-on pu entendre dernièrement pour résumer l'évolution récente des relations transatlantiques.

Comme nous l'avons vu, il semble que l'exécutif américain soit sensibilisé par l'importance du lien transatlantique, et ce à un degré tel qu'il est permis de parler de « politique atlantiste » de la maison blanche jusqu'à aujourd'hui.

A l'occasion du discours de sa deuxième prise de fonctions, le 20 janvier 1997, après avoir été facilement réélu à la Maison-Blanche, William J. CLINTON qualifiait les Etats-Unis d'« allié indispensable ». Quelques semaines plus tard, Madeleine ALBRIGHT (d'origine tchécoslovaque), qui venait d'être nommée à la tête du département d'état, estimait que les Etats-Unis étaient une puissance européenne. Cette appréciation de l'importance du lien unissant les Américains et les Européens se retrouve chez les républicains, G.W. BUSH trouvant ses meilleurs alliés chez trois dirigeants européens, Anthony BLAIR, Silvio BERLUSCONI et Aleksander KWASNIEWSKI. D'ailleurs, il convient de souligner que le président américain, vivement critiqué au lendemain de sa première élection pour son absence d'expertise dans le domaine des relations internationales, a effectué son premier déplacement sur le Vieux Continent, en juin 2001, en passant par l'Espagne et la Pologne, mais ne se rendant pas en France, ni en Allemagne.

Cependant, ce constat optimiste cache d'autres réalités nettement plus inquiétantes. Ainsi, au congrès américain, les débats de politique internationale, moins marginaux qu'ils ne l'étaient par le passé, ont

été marqués, depuis la fin de la guerre froide, par la montée en puissance d'un sentiment de méfiance, voire d'hostilité, à l'égard des alliés européens. Cette méfiance concerne en particulier les avancées en matière de mise en place d'une Politique européenne de sécurité et de défense (PESD), souvent jugée au Capitole comme peu crédible. En effet, l'aptitude de la PESD à générer un renforcement important des capacités militaires européennes afin de faire des européens des alliés utiles est en partie questionnée à Washington, tant les capacités européennes sont en total déséquilibre en comparaison de celles des Etats-Unis. Les doutes américains concernent également le partenariat transatlantique et les structures d'alliance existantes, de plus en plus vivement critiquées pour leur caractère contraignant, notamment depuis la guerre du Kosovo.

## C - QUELS SONT LES PARTENAIRES TRANSATLANTIQUES

### C.1 - LES USA ET LES PAYS EUROPEENS

Avec le non soutien systématique lors de la guerre en Irak, les Etats-Unis considèrent les européens comme des ingrats. Fondamentalement, l'administration BUSH critique l'Europe pour son ingratitude. Dans cette vision, l'Europe aurait été en définitive la grande bénéficiaire de la guerre froide : tandis que les américains finançaient le Welfare State, les Européens s'épargnaient les coûts d'une armée.

La première équipe Bush n'avait guère fait mystère de ses préférences : priorité aux relations bilatérales avec chacun des pays européens, système de pressions, de valorisations et de punitions différenciées selon le plus ou moins grand degré d'allégeance de chacun, refus de traiter l'Union comme autre chose qu'un partenaire économique, voire tentative de « désintégrer » l'Union politique des Européens. On peut tout à fait craindre le maintien, voire le renforcement de cette stratégie. Mais on ne peut exclure totalement que le réalisme l'emporte sur l'idéologie. Après tout, le bilan de cette politique américaine est plus qu'ambigu : les Européens se sont certes divisés sur l'Irak, mais ces crises intra-européennes n'ont empêché ni la montée en puissance de la défense européenne, ni les retrouvailles à 25 sur une stratégie de sécurité spécifique à l'Union, ni les initiatives franco-germano-britanniques sur l'Iran, ni la signature de la Constitution européenne. Simultanément, la division politique de l'Union sur l'Irak s'est traduite par une réduction drastique de l'aide que les Etats-Unis pouvaient espérer de la part de leurs alliés européens : autrement dit, la division des Européens empêche peut-être l'émergence d'une Europe politique mais elle diminue d'abord et surtout les moyens de l'Amérique. Dans l'état d'isolement où celle-ci se retrouve en Irak, on se plaît à penser que même les idéologues savent lire un bilan.

La crise de mars 2003 constitue-t-elle un point de rupture dans les relations transatlantiques ? C'est en substance ce que la récente délégation de membres du Congrès s'est demandé lors de son passage à Paris en février 2004<sup>21</sup>. Cet épisode récent constitue, pour l'instant, le moment le plus intense de la dégradation considérable des liens entre l'Europe et les Etats-Unis depuis l'arrivée au pouvoir d'une équipe néoconservatrice en 2000, qui a profondément radicalisé la politique étrangère américaine. L'unilatéralisme de la diplomatie américaine correspond à une politique idéaliste et extrêmement volontaire, visant à promouvoir – au besoin par la force – la démocratie et le marché. Ce « wilsonisme botté », selon les termes de Pierre HASSNER, est la caractéristique principale de la diplomatie de l'administration Bush.

Dorénavant, les Etats-Unis se réservent le droit d'agir d'eux-mêmes, pour faire face à des dangers qu'ils considèrent comme imminents et potentiellement nuisibles à leur intérêt national. Dans ce cadre, et comme l'a dit le Président BUSH lors de son Discours au Congrès de janvier 2002, ne pas être avec les Etats-Unis signifie être contre eux. C'est là une des raisons qui rend compte de la profonde méfiance actuelle aux Etats-Unis vis-à-vis de l'Europe. Lors de la récente crise irakienne, les tentatives de modération menées par la France et l'Allemagne ont été assimilées à de véritables trahisons. Ainsi, dans les textes de Robert KAGAN, un des principaux théoriciens de la diplomatie actuelle et chercheur à la Fondation Carnegie pour la Paix Internationale, l'Europe est assimilée à « un ensemble hétéroclite et impuissant refusant de faire face aux réalités, et se réfugiant dans un idéalisme hypocrite<sup>22</sup> ».

## C.2 - USA : LE LIEN TRANSATLANTIQUE PAR RAPPORT AUX RELATIONS AVEC LES GRANDS ACTEURS MONDIAUX

Ce qui est vrai pour les valeurs comme nous le verrons par la suite, l'est également pour les intérêts stratégiques : ils ne sont ni plus ni moins divergents qu'avant la fin de la Guerre Froide. Terrorisme, criminalité, zones de non-droit dans le Tiers-Monde: tout ceci provoque les mêmes inquiétudes de part et d'autre de l'Atlantique. Pourtant, dans la vision du monde américaine, l'Europe n'est plus prioritaire. Elle ne constitue plus l'axe essentiel pour la sécurité des Etats-Unis. Pour l'Europe, le changement est brusque. Lors de la Guerre Froide, l'accord des Européens était obligatoire pour toute mesure d'envergure, ce qui garantissait leur influence – on se souvient par exemple de la controverse autour du déploiement des missiles nucléaires américains au début des années quatre-vingt. Il y avait donc une apparence d'égalité assurée par la nécessité de faire pièce à la stratégie communiste. Dorénavant, la situation est radicalement différente. L'alliance est maintenant une alliance de choix : elle est devenue

---

<sup>21</sup> Délégation présidée par Doug BEREUTER – 18 février 2004 – rencontre organisée par Atlantic Partnership (Londres) et le Centre Français sur les Etats-Unis à l'Ifri (Paris).

optionnelle et non plus nécessaire. En d'autres termes, les Etats-Unis peuvent choisir leurs soutiens sans passer forcément par l'assentiment des Européens. Pour les Etats-Unis, il y a dorénavant un nombre grandissant d'options disponibles. Les Américains sont donc en permanence à la recherche de partenaires, passant de l'un à l'autre si nécessaire. Ils élaborent des coalitions ad hoc, dictée par la mission : ainsi en Afghanistan, les alliés les plus importants pour effectuer les opérations militaires ont été le Pakistan et la Russie. Cette évolution fondamentale change les comportements diplomatiques. La nécessité de stabiliser la Russie et les Balkans a masqué cet état de fait pendant 10 ans. Mais il y a maintenant une recherche d'autonomie de part et d'autre. En 1998, cela fut surtout visible du côté des Européens – la réunion de Saint-Malo a ainsi posé les bases d'une véritable coopération militaire afin de définir une capacité de défense commune. Avec l'arrivée au pouvoir de BUSH en 2000 et les attentats du 11 septembre 2001, ce sont maintenant les Etats-Unis qui se sentent affranchis des contraintes de collaboration avec une Europe encore trop divisée. Il n'y a donc pas une maladie « unilatérale » qui frapperait les Etats-Unis. La lutte contre le terrorisme, préoccupation sécuritaire, n'a pas l'ampleur idéologique et stratégique du conflit avec l'URSS : de ce fait, l'engagement de nécessité entre l'Europe et les Etats-Unis qui caractérisait les relations internationales avant 1991 a considérablement perdu de sa force.

Autrement dit, les structures héritées de la Guerre Froide semblent en décalage par rapport à l'état actuel de la scène internationale. Ainsi des questions comme la prolifération nucléaire sont maintenant réglées à géométrie variable, ce qui traduit le manque de phase avec le réel des alliances existantes. Aujourd'hui, ce sont les Etats-Unis qui tentent de traiter la menace nucléaire en Corée du Nord et en Libye ; de même, l'Iran fait l'objet d'une récente initiative anglo-germano-française qui a le soutien des Etats-Unis. Certes, il existe encore des réseaux de relations communs entre les deux rives de l'Atlantique, mais ceci ne doit pas masquer le manque de substance des alliances traditionnelles. En fin de compte, si la communauté de valeur est toujours forte, elle est sans traduction institutionnelle pérenne. Pour la première fois depuis la fin de la Guerre Froide, et à l'occasion de la crise irakienne, il est apparu que l'alliance politique entre les deux rives de l'Atlantique était intermittente. L'apprentissage de cette nouvelle situation constitue tout l'enjeu du futur du lien transatlantique.

#### LE CANADA, UN AUTRE INTERLOCUTEUR OUTRE-ATLANTIQUE POUR L'EUROPE

Les Etats-Unis ne sont pas le seul interlocuteur outre-atlantique, le cas du particulier du Canada doit être relevé : « La distance entre les USA et l'Europe n'a jamais été aussi grande, et elle risque fort de s'élargir encore », affirme Marie BERNARD-MEUNIER, ex-ambassadrice du Canada en Allemagne<sup>23</sup>. Pour le Canada, cette polarisation et l'émergence d'un pilier européen au sein de l'OTAN constituent

---

<sup>22</sup> Patrick CHAMOREL présente rapidement ce sentiment « anti-européen » dans « Ces Américains qui détestent l'Europe », p.70-75, in Societal, n°41, 3ème trimestre 2003. Voir aussi la traduction française du livre de Robert KAGAN, La puissance et la faiblesse, Paris, Plon, 2003.

un vrai défi. Son inclinaison européenne en bien des domaines, de l'Irak à Kyoto, ne se réconcilie pas toujours facilement avec sa réalité nord-américaine. Mais s'il devient difficile et plus inconfortable d'avoir un pied dans les deux mondes, le Canada ne devrait pas craindre d'alimenter un débat au sein de l'OTAN, de très loin son point d'ancrage le plus solide en Europe, pour forger un nouveau lien transatlantique. De son côté, l'Europe doit pouvoir s'appuyer sur un partenaire comme le Canada pour augmenter son poids au niveau international et montrer que sa position peut être soutenue outre-atlantique.

#### D ETATS-UNIS EUROPE: FOSSE CULTUREL OU COMMUNAUTE DE VALEURS

Il est clair que nous partageons des valeurs communes. C'est en fait plus dans leur interprétation et dans leur application dans la politique étrangère que l'on constate de sérieuses dissensions et les orientations politiques qui ont justifié l'intervention en Irak ou la réélection de G.W.BUSH font même craindre des divergences structurelles des deux côtés de l'Atlantique.

Les valeurs et les intérêts stratégiques entre les deux rives de l'Atlantique restent convergents. Il y a une communauté de valeurs, comme avant, ni plus, ni moins. En première lecture, les valeurs communes sont : la supériorité de l'individu par rapport à l'Etat, l'existence de valeurs universelles codifiées par le droit, la responsabilité de l'Etat vis-à-vis des citoyens, les libertés de pensée et d'expression, l'économie de marché, etc. Tous les sondages attestent aussi de convergences fondamentales, que ce soit sur l'état du monde ou sur l'ONU<sup>24</sup>.

En matière de politique étrangère, ce sont paradoxalement les valeurs communes qui séparent les européens et les américains. En effet, c'est autour de la façon de promouvoir les idéaux de liberté et de démocratie que l'Europe et les Etats-unis se départagent. Les uns veulent mettre leur puissance militaire et financière au service de ces idéaux, les autres parlent plutôt de réponse institutionnelles, de négociations et d'actions en amont pour atténuer les tensions et réduire les disparités. L'Amérique reste fidèle à ses origines révolutionnaires, l'Europe, quant à elle, projette sa propre expérience des 60 dernières années et s'offre en modèle.

Primat de la force, bon droit de l'Amérique, défense souveraine de la démocratie : tel fut le mélange de pragmatisme et d'idéologie qui servit à justifier largement, auprès de l'opinion américaine, l'intervention militaire en Irak. D'où une totale incompréhension à l'égard des critiques, voire de

---

<sup>23</sup> « les relations transatlantiques se conjuguent-elles au passé ? », Marie BERNARD-MEUNIER, Policy options, février 2005-03-13.

<sup>24</sup> Sur ce point, on peut se reporter au sondage portant sur les relations transatlantiques effectué par le German Marshall Fund (GMF) en octobre 2003. Les résultats sont disponibles sur le site [www.gmfus.org](http://www.gmfus.org).

l'hostilité suscitée un peu partout dans le monde, et à l'ONU en particulier, par une politique américaine rebelle à tout autre contrôle que celui de l'Amérique. Thomas FRIEDMAN devait ainsi s'interroger dans l'une de ses célèbres colonnes : « Après le 11 septembre, les Américains se sont demandé : « pourquoi nous haïssent-ils ? », en parlant du monde musulman. Après la guerre en Irak, la question est devenue : « pourquoi est-ce que tout le monde nous hait ? »<sup>25</sup>. Or l'incompréhension fut largement réciproque, au point que selon le dernier sondage publié par le German Marshall Fund, 83 % des Américains interrogés et 79% des Européens affirment qu'Europe et Amérique ne partagent pas les mêmes valeurs sociales et culturelles<sup>26</sup>.

Enfin, certains observateurs pensent que ces divergences entre les Etats-Unis et l'Europe, contrairement à ce qu'il est communément admis, sont en train de devenir structurelles et pas seulement conjoncturelles. Madame RICE a rappelé nos valeurs communes<sup>27</sup>, mais de nombreux européens ne comprennent toujours pas la réélection de G.W. BUSH. Les deux aires géographiques ont choisi deux modèles de sociétés qui divergent, notamment sur le plan religieux.

---

<sup>25</sup> « Why the rest of the world hates America ? », International Herald Tribune, 2 juin 2003.

<sup>26</sup> Transatlantic Trends 2003, the German Marshall Fund, 4 septembre 2003.

<sup>27</sup> Discours de Condolezza RICE à l'IEP de Paris le 8 février 2005

## PARTIE II: RAISONS DES DIFFICULTES, DIFFERENTES PERCEPTIONS ET IMPLICATIONS DANS LA POLITIQUE MONDIALE

Derrière les visions du monde élaborées par les Etats-Unis et par l'Union européenne, on retrouve très classiquement les deux questions constitutives de tout concept stratégique : la première porte sur le niveau des menaces, la seconde sur les moyens d'y faire face. Dans le contexte particulier de l'après-11 septembre, ces deux questions se lisent ainsi : le monde est-il plus dangereux aujourd'hui qu'il ne l'était avant l'irruption du terrorisme international ? Quelle relation entre la force et le droit est-elle la plus adaptée à ce nouveau paradigme ? Or, à ce niveau de questionnement stratégique, deux constats s'imposent. La convergence euro-américaine est assez forte sur l'identification des menaces, même si des différences peuvent exister quant à leur hiérarchisation ou l'analyse de leurs origines : les Américains pensent le monde plus dangereux, les Européens insistent sur son caractère plus complexe. En revanche, sur la force et le droit, les divergences sont plus prononcées – aussi bien entre Amérique et Union qu'au sein de l'Union elle-même – même si des rapprochements récents semblent émerger, notamment à la lueur des évolutions de la crise irakienne.

Le fait le plus important qui a modifié les relations transatlantiques est sans conteste le bouleversement de l'équilibre stratégique. Les Européens ne raisonnent plus en termes d'« ennemi commun » identifié, comme le fait encore une grande partie de l'opinion américaine. De plus, le 11 septembre reste un choc pour l'ensemble des américains et la sécurité des USA justifie tout. C'est finalement la différence de perception des dangers pour la sécurité mondiale et les différentes options d'implication dans les relations internationales (frappes préventives, unilatéralisme et coalitions ad hoc) qui séparent l'Europe et les Etats-Unis.

### A- UNE PERCEPTION DES MENACES COMPARABLE DE PART ET D'AUTRE DE L'ATLANTIQUE

#### A.1 LE TERRORISME : UN DANGER NOUVEAU POUR LES ETATS-UNIS

Les Etats-Unis sont un « état continent » et ont toujours eu tendance à s'occuper en priorité de leur politique intérieure, ne participant à des conflits extérieurs que lorsque leurs intérêts<sup>28</sup> sont directement visés. Il suffisait, à la fin de l'année 2004, de lire un journal américain pour voir que la guerre en Irak ne faisait l'objet que d'une demi page intérieure alors que le conflit apparaissait systématiquement en première page de nos quotidiens nationaux. C'est pourquoi les attentats du 11 septembre 2001, en

---

<sup>28</sup> économique dans le cas de la première guerre mondiale, ou stratégique dans le cas de la seconde

anéantissant le sentiment d'invulnérabilité<sup>29</sup>, ont marqué si fortement les USA. Cet impact sur la conscience collective des américains est une réalité qui reste très mal comprise, pour ne pas dire qu'elle demeure incompréhensible pour les européens.

#### VISION EUROPEENNE DU RISQUE TERRORISTE :

Du côté européen, nul ne conteste que le terrorisme international, la prolifération des armes de destruction massive et leur possible conjonction sous la forme d'un terrorisme nucléaire ou chimique constituent une menace contre la sécurité des citoyens et des intérêts européens. La stratégie de sécurité de l'Union – « Une Europe sûre dans un monde meilleur » –, présentée par Javier SOLANA et approuvée par le Conseil européen de Bruxelles en décembre 2003, est très explicite à cet égard : « la prolifération des armes de destruction massive constitue potentiellement la menace la plus importante pour notre sécurité [...] Le scénario le plus effrayant est celui où l'on verrait des groupes terroristes acquérir des armes de destruction massive »<sup>30</sup>.

A de rares exceptions près, il est beaucoup plus facile aux Européens de s'entendre sur l'analyse des crises extérieures que sur l'analyse de la politique américaine. Autrement dit, le monde rassemble, l'Amérique divise. Le terrorisme reste, à cet égard, un cas d'école. Après le 11 septembre 2001, les Quinze ont dû s'adapter simultanément à la nouvelle menace terroriste et à la nouvelle Amérique issue du choc de ces attentats. Or le terrorisme a joué dans le sens d'un sursaut d'intégration européenne : mandat d'arrêt commun, coopération financière et policière, système d'alerte de la Commission, consensus au sein de la Convention pour inscrire, dans le futur traité, une clause d'assistance mutuelle en cas d'attaque terroriste sur le territoire d'un Etat membre. A l'inverse – une fois passé le réflexe de solidarité avec les victimes du 11 septembre – l'obligation de s'adapter aux nouvelles priorités stratégiques des Etats-Unis – axe du mal, frappes préemptives, exceptionnalisme – a profondément perturbé, et finalement divisé les Européens, jusqu'à la crise irakienne et la fracture en deux clans trop rapidement étiquetés « de la guerre » ou « de la paix ».

#### A-2 DES IDEOLOGIES DISTINCTES ...

Si en règle générale les Européens identifient les mêmes types de menaces que les Etats-Unis, ils restent dans leur ensemble beaucoup moins idéologiques dans leur appréhension de cette nouvelle donne stratégique : la notion de « rogue States » est tout simplement absente de la réflexion européenne, beaucoup plus axée sur les risques que représentent les Etats défaillants et les Etats

---

<sup>29</sup> avant cette date, la défense aérienne des Etats-Unis était minimale, voire inexistante

<sup>30</sup> Javier Solana, Une Europe sûre dans un monde meilleur

victimes de mauvaise gouvernance. De même, ni la notion d'axe du mal, ni la définition du terrorisme comme un seul et unique phénomène identique partout dans le monde ne font l'unanimité.

Sur un plan plus philosophique, les Européens ne partagent pas ce sentiment d'être en guerre totale et ouverte contre un ennemi symbolisant le plus grand Mal de l'histoire universelle. La mémoire historique des Européens situe plutôt le Mal dans le passé : « L'Europe n'a jamais été aussi prospère, aussi sûre, ni aussi libre. La violence de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle a cédé la place à une période de paix et de stabilité sans précédent dans l'histoire européenne »<sup>31</sup>.

Il est d'ailleurs également intéressant de voir comment le fossé s'est creusé même en matière de politique intérieure. Le directeur d'un think-tank républicain définissait en ces termes le nouveau concept d'« Ownership Society », le Leitmotiv du deuxième mandat de George W BUSH au plan domestique : « More is better, mine is better ». Quand on met cela en parallèle avec la manière dont les européens s'entêtent à vouloir concilier la croissance économique avec la justice sociale et la compétitivité avec la protection de l'environnement, on comprend à la fois pourquoi ils ne progressent pas très vite et pourquoi les points de convergence avec l'Amérique se font rares.

### A-3 ... ET DES VISIONS STRATEGIQUES DIFFERENTES

Dans le domaine stratégique, la coïncidence euro-américaine dans l'analyse de la menace s'accompagne toutefois de plusieurs réserves. Au-delà des sensibilités particulières de tel ou tel Etat membre, l'appréciation européenne se distingue sur plusieurs aspects. D'une part, le terrorisme international et les risques de prolifération nucléaire n'annulent pas pour l'Union les risques plus traditionnels d'instabilité régionale ou de catastrophe humanitaire qui avaient placé, en 1999, l'ex-Yougoslavie au premier rang des priorités. Ils s'y superposent, tout comme le crime organisé, les grandes pandémies, la multiplication des Etats en faillite, rendant le monde stratégique dans lequel évolue l'Union peut-être plus dangereux, mais certainement plus complexe et moins réductible à une série d'actions ou d'interventions purement militaires. Dans la vision européenne, les atrocités d'une mondialisation mal régulée constituent autant de défis que les menaces directement militaires : « Quarante-cinq millions de personnes meurent chaque année de faim et de malnutrition [...]. Depuis 1990, les guerres ont coûté la vie à près de quatre millions de personnes dont 90% de civils »<sup>32</sup>. D'autre part, la vision européenne ne sépare pas le terrorisme et la prolifération de leur enracinement politico-économique, ni des conflits régionaux dans lesquels ils peuvent trouver des raisons d'être et de prospérer : l'accroissement des différentiels entre riches et pauvres, l'enlisement des conflits et l'absence de perspectives politiques, au Moyen-Orient notamment, la mauvaise gouvernance dans une

---

<sup>31</sup> Ibid.

<sup>32</sup> Ibid.

majorité de pays du Sud constituent autant de facteurs pervers que les Européens estiment aussi urgent de traiter.

Du côté des Etats-Unis, que ce soit au sein des universités ou des centres de recherche (think tanks), les discussions autour de l'orientation de la diplomatie américaine sont légions. Elles sont d'autant plus suivies que le 11 septembre a brutalement imposé une recomposition draconienne en matière de politique étrangère. Si plus personne ne défend sérieusement une option de repli sur soi, les débats actuels portent sur différentes variantes d'interventionnisme. Dans leur dernier livre, *America Unbound : The Bush Revolution in Foreign Policy*, Ivo DAALDER et James LINDSAY, montrent que la diplomatie américaine actuelle est fortement empreinte d'idéalisme wilsonien – promouvoir la démocratie – mais en y ajoutant une dimension militariste et unilatérale qu'un autre observateur, Walter Russell MEAD, a qualifié de « jacksonienne »<sup>33</sup>. Cette perspective repose sur la supériorité morale affirmée des Etats-Unis, et sur leur capacité d'agir pour promouvoir les idéaux de la démocratie et du marché. Il s'agit donc bien d'une nouvelle forme d'idéalisme wilsonien, mais cette fois, au lieu de vouloir imposer des principes libéraux par la voie de la négociation, les tenants de la nouvelle école entendent imposer leurs vues, le cas échéant par la force armée. La décision d'envahir l'Irak répond pleinement à ces conceptions. Pour les responsables actuels de la politique étrangère américaine, la présence de troupes en Irak permettrait en effet d'importer dans la région un modèle démocratique, libéral, voire fédéral, qui, en fin de compte, devrait conduire à remodeler l'ensemble de la région. La politique étrangère des Etats-Unis n'a donc absolument rien d'isolationniste. Elle est au contraire fondamentalement interventionniste et qui plus est, sur un mode unilatéral. La nouvelle orientation de politique étrangère repose sur un consensus dit « néoconservateur » dont les principales idées sont fournies par des think tanks (centres de recherche) tels que l'American Enterprise Institute (AEI). C'est là une autre caractéristique de l'administration Bush, ses liens avec des organismes de recherche extrêmement engagés idéologiquement, et d'orientation « néoconservatrice », pour qui les Etats-Unis se doivent de pratiquer un « impérialisme libéral » visant à promouvoir la démocratie, le cas échéant par la force armée, car cela répond aux intérêts stratégiques de long terme des Etats- Unis.

## B IMPLICATIONS EUROPEENNES ET AMERICAINES DANS LES DEFIS DE LA SECURITE INTERNATIONALE : FORCE DU DROIT OU DROIT DE LA FORCE :

### B.1 MULTILATERALISME ET GRADATION EUROPEENS

#### UNE POLITIQUE ETRANGERE COMMUNE DEPENDANTE DE L'ALLIE AMERICAIN !

---

<sup>33</sup> Ivo Daalder, James Lindsay, *America Unbound : The Bush Revolution in Foreign Policy*, New York, Alfred A Knopf, 2002 et Walter Russell Mead, *Divine Providence : American Foreign Policy and How it Changed the World*, New York, Free Press, 2001.

Ces paradoxes définissent assez clairement les conditions existentielles d'une politique étrangère de l'UE. Concevoir celle-ci comme une action commune contre telle ou telle menace serait en effet très réducteur. La politique étrangère européenne n'existe que sur la base d'un triple consensus européen : les Etats doivent s'entendre en même temps sur une crise, une politique américaine et une action particulière de l'Union. Non que ce triptyque soit d'ailleurs irréalisable. La crise du Kosovo, par exemple, avait suscité ces trois types de consensus européen : sur le caractère inacceptable du génocide kosovar, sur la nécessité d'une intervention américaine, sur l'obligation pour l'Union de soutenir Washington et surtout de tirer un trait sur son inexistence militaire. Plus récemment, la crise du Congo aboutit au même triple consensus : sur le refus des massacres interethniques, sur le constat d'abstention américaine, sur la nécessité pour l'Union d'aider l'ONU à pacifier ce pays. En revanche, la crise irakienne a fait exploser la PESC parce qu'aucune de ses dimensions n'était consensuelle : l'analyse de la menace elle-même, la volonté d'intervention américaine, le rôle de l'Union – furent tous trois l'objet de sévères désaccords. Autrement dit, autant que l'évolution du monde, c'est l'évolution de la politique américaine qui structure – dans l'unité ou la divergence – la communauté politique européenne. La réciproque n'étant évidemment pas vraie pour l'Amérique, laquelle ne passe pas par le prisme de son rapport aux Européens pour développer sa propre vision stratégique.

#### LES EUROPEENS ATTACHES AU MULTILATERALISME

Rien de plus étranger en effet à la culture collective de l'Union que l'éloge américain de la force et de l'unilatéralisme dans les relations internationales. Non que les Européens soient à cet égard identiques : tous les genres stratégiques coexistent au sein de l'Union, des plus interventionnistes aux plus abstentionnistes, des plus nationalistes aux plus multilatéralistes, des plus militaristes aux plus pacifistes. Mais la culture stratégique commune des Européens est bien autre chose qu'une sorte de moyenne molle entre les différentes traditions nationales de chacun des Etats membres : elle est surtout le résultat d'une expérience institutionnelle unique, vieille de cinquante ans, faite de compromis permanents, de négociations constantes, et de succès indéniables pour l'Union et pour ses Etats membres. Certes, cette culture européenne du droit, de la norme, du règlement pacifique des différends ne s'applique que depuis peu – et encore marginalement – aux dimensions diplomatique et militaire de la politique des Etats. Mais cette culture est omniprésente et contagieuse et elle conduit à ériger le multilatéralisme en parangon de toute bonne gouvernance internationale. Javier SOLANA devait ainsi en plaider la cause aux Etats-Unis : « L'attachement des Européens à une approche multilatérale de ces questions est une affaire de conviction, non de malveillance. Notre expérience nous dit que la souveraineté partagée est une souveraineté amplifiée. Pour citer Sir Winston CHURCHILL en déformant ses propos, le multilatéralisme est le plus mauvais gouvernement international, à l'exception

de tous les autres qui ont été essayés. »<sup>34</sup>. Et l'ONU est au cœur de ce système : « les relations internationales ont pour cadre fondamental la Charte des Nations unies »<sup>35</sup>.

#### POUR UNE GRADATION AVANT L'USAGE DE LA FORCE

Cette suprématie de la légitimité collective conduit à une interprétation restrictive de l'usage de la force. Peu d'Européens nieraient que le principe d'abolition de la force dans les relations entre Etats représente un progrès radical de la communauté internationale. L'emploi de la force reste collectivement conçu par les Européens, en dehors bien évidemment des cas de légitime défense individuelle et collective, comme un ultime recours dont la légitimité ressort du Conseil de sécurité des Nations unies. L'outil militaire n'est ainsi qu'un élément d'une chaîne beaucoup plus vaste d'instruments dont l'usage cumulé est plus adapté à la complexité post-guerre froide de l'environnement international : « Contrairement à la menace massive et visible du temps de la guerre froide, aucune des nouvelles menaces n'est purement militaire et ne peut être contrée par des moyens purement militaires »<sup>36</sup>. Rien d'étonnant donc à ce que l'engagement préventif, à partir de tous les moyens d'action disponibles dans un cadre européen, soit considéré comme la réponse optimale à la stabilisation, très en amont, des zones potentielles de crises : « Un engagement préventif peut permettre d'éviter des problèmes plus graves dans le futur »<sup>37</sup>

#### B-2 EVOLUTIONS DU MODE D'ACTION AMERICAIN

##### UN NOUVEAU PARADIGME STRATEGIQUE AMERICAIN ...

Les attentats du 11 septembre ont amené l'administration de George W. BUSH à développer un paradigme stratégique désormais dominant sur l'agenda international : le terrorisme, la prolifération des armes de destruction massive, la dictature des Etats voyous (rogue states), telles sont, à ses yeux, les trois menaces prioritaires dont la conjugaison, si elle était avérée, porterait un coup mortel au système international et à la sécurité des démocraties. Le traitement de la crise irakienne représente à cet égard un cas d'école : chacun des trois arguments – prolifération, terrorisme, dictature – fut indifféremment utilisé pour justifier l'intervention militaire contre le régime de Saddam HUSSEIN, le dernier gagnant d'ailleurs en importance au fur et à mesure des difficultés rencontrées par la coalition pour prouver la réalité des deux premiers.

##### ... ET DE NOUVEAUX CONCEPTS POUR Y REpondre

---

<sup>34</sup> Javier Solana, « Europe and America: partners of choice », allocution au dîner annuel de la Foreign Policy Association, New York, 7 mai 2003

<sup>35</sup> Javier Solana, Une Europe sûre dans un monde meilleur.

<sup>36</sup> Ibid.

<sup>37</sup> Ibid.

Face à la vulnérabilité nouvelle des démocraties devant ce paradigme potentiellement dévastateur, les Etats-Unis, en tant que nation et en tant que leader du monde libre, « leader of conscience », ont donc entrepris une révision radicale de leur stratégie, de leur appareil de défense et de leur politique d'alliances. L'Amérique est désormais en guerre indéfinie contre le terrorisme, au nom d'une défense tout azimuts de la démocratie. Deux concepts ont servi de base à cette révolution stratégique : les « frappes préemptives » et le « régime change ». Une puissance militaire maximale (9,7% d'augmentation du budget de la défense depuis 2001<sup>38</sup>) au service d'un messianisme démocratique radical, telle pourrait être désormais la formule la plus synthétique pour définir la stratégie américaine mise en œuvre par l'administration Bush.

#### FRAPPES PREVENTIVES ET COALITIONS AD HOC

La nouvelle Stratégie de sécurité nationale adoptée à Washington en septembre 2002<sup>39</sup>, le déroulement de la campagne afghane, puis l'évocation de l'« axe du Mal » par G.W.BUSH à l'occasion du discours sur l'état de l'union du 29 janvier 2002, ont confirmé les ambitions de l'administration Bush, visant à réorienter la stratégie américaine et à introduire les deux processus nouveaux et fondamentaux que sont les frappes préventives et les coalitions ad hoc.

Les frappes préventives consistent à réduire les risques générés par des pays considérés comme hostiles et cherchant à se procurer des moyens de renforcer leur capacité de nuisance. Partant du principe que certains régimes sont résolument hostiles aux Etats-Unis et n'hésiteront pas le cas échéant, à recourir à toutes sortes de moyens pour s'attaquer aux intérêts américains, l'Administration Bush estime que la meilleure façon de réduire le risque qu'ils représentent est de les combattre avant qu'ils ne deviennent directement menaçants.

Ces notions ne se sont pas développées consécutivement aux attentats du 11 septembre 2001, mais relève au contraire d'une orientation stratégique plus ancienne, dont la face la plus visible fut le rapport de Donald RUMSFELD au Congrès en 1998, dans lequel le futur secrétaire à la défense invitait les parlementaires américains à se pencher sur les cas de différents pays à risque, tels que l'Irak, l'Iran et la Corée du nord, mais également la Syrie, la Libye et le Soudan. Si le texte de D. RUMSFELD a été perçu lors de sa publication comme un plaidoyer en faveur du bouclier anti-missile – ce qui est indéniable-, il posait également les bases du débat sur les frappes préventives, seules capables d'empêcher des Etats voyous d'acquérir des capacités de nuisance extrêmes. Ainsi, pour garantir que l'Irak et l'Iran ne puissent jamais être en possession d'un arsenal nucléaire, il fallait privilégier des actions unilatérales là où les institutions internationales se montraient inefficaces. La crise irakienne de

---

<sup>38</sup> Par rapport à 2001, où le National Defense Authorization Act représentait 335 milliards de dollars, le chiffre prévu pour 2004 est de 399 milliards, sans compter les deux rallonges obtenues du Congrès en avril 2003 (79 milliards) et demandées en septembre (87 milliards). (Source : Office of Management and Budget.)

<sup>39</sup> Cf The National Security Strategy of the United States of America, Washington D.C., Maison-Blanche, septembre 2002, <http://www.whitehouse.gov/nsc/nss.html>

2002-2003 a clairement démontré la volonté de Washington de suivre les recommandations du secrétaire à la défense.

Cependant, au-delà de cette nouveauté, c'est le principe des coalitions ad hoc qui semble profondément bouleverser la relation entre Washington et ses alliés, en particulier européens. Il convient de souligner que la première guerre du Golfe avait ouvert la voie à ce type de coalition, au sein desquelles les Etats-Unis assument le leadership mais s'entourent d'un certain nombre de nations qui peuvent apporter leurs compétences et partager le fardeau<sup>40</sup>.

Les Etats-Unis pourraient être fortement tenté par ce type de configuration dans le cadre de ses opérations militaires, car il lui permettrait de masquer une véritable position hégémonique derrière des coalitions d'intérêts qui n'ont de multilatérales que l'apparence<sup>41</sup>. Le principal avantage de ces coalitions ad hoc concerne le choix offert aux Etats décidant ou non de se joindre à Washington. Ces cellules ouvertes dont on peut entrer et sortir à sa convenance permettent de se soustraire à tout contrôle politique multilatéral comme ceux que peut exercer le Conseil de l'Atlantique Nord (NAC), le comité politique et de sécurité (COPS) ou le conseil de sécurité de l'ONU. Pourtant, le choix de se joindre ou non à une coalition est-il libre ? Les Etats-Unis n'accepterons pas que certains « amis » refusent de se conformer à leur leadership. Par le biais de pressions commerciales, économiques et parfois politiques, Washington est capable de contraindre la plupart des états à soutenir ou à adopter leur position au risque d'être totalement exclus de toute forme de concertation.

#### QUID DE LA LEGITIMITE ?

Y perdent-ils une part de légitimité au plan international ? Une définition de la légitimité<sup>42</sup> pouvant être : le respect du droit, une prise de décision consensuelle, la modération et l'identification à la cause de la préservation de la paix. Mesurée à cette aune, l'Amérique a bel et bien sacrifié une part de sa légitimité. C'est son choix. Elle ne cherche plus à convaincre. Elle s'impose sûre de sa stratégie, ne veut être jugée qu'aux résultats.

#### C - REELECTION DE GW BUSH ET GESTION DU CONFLIT EN IRAK : QUELS IMPACT SUR LES RELATIONS TRANSATLANTIQUES

La victoire de BUSH le 2 novembre 2004 n'a rien d'une usurpation : le président est en phase avec une large majorité de la société américaine, et sa légitimité ne fait pas plus de doute que le virage à droite

---

<sup>40</sup> Donnant son point de vue sur la conduite de la guerre du Golfe et la leadership américain, Paul-marie de LA GORCE note que les américains sont « capables d'entraîner avec eux l'ensemble de la communauté internationale, d'amener l'URSS et la Chine à se rallier à leur politique ou, du moins, à se résigner à leurs décisions. On les a vus déployer leur puissance militaire et la mettre en œuvre avec une redoutable efficacité et les contributions financières de leurs alliés les plus riches (Allemagne, Japon) étaient le témoignage d'une suprématie politique telle que leurs partenaires n'ont pu se dérober à leur invite »

<sup>41</sup> cf « Après le Kosovo : pour un nouveau contrat transatlantique », Guillaume Parmentier, Politique étrangère n°1, 2000

<sup>42</sup> Robert W. TUCKER et David C. HENDRICKSON, édition novembre-décembre 2004 de Foreign Affairs

des Etats-Unis. C'est cette Amérique-là qui sera désormais le partenaire politique de l'Europe, et les profondes divisions de la société américaine ne sauraient servir à masquer cette brutale réalité. De plus alors que le grand schelem des républicains à la présidence et au Congrès représente un événement politique majeur, pour les Etats-Unis comme pour le reste du monde, les électeurs de George Bush se sont situés « en dehors de la politique » : les sondages de sortie des urnes montrent en effet que les plus concernés par les questions économiques et par la guerre en Irak ont voté KERRY, alors que les plus attentifs aux questions morales et au terrorisme (perçu comme une guerre du Bien contre le Mal) ont voté Bush, même au détriment de leurs intérêts économiques.

#### UNE CONTINUITE DANS L'EQUIPE PRESIDENTIELLE ...

A part le départ remarqué de Colin POWELL, l'Equipe BUSH se représente comme relativement soudée et totalement organisée autour de l'accès au Président<sup>43</sup>. C'est dans un cercle fermé de proches conseillers du Président que se prennent l'essentiel des décisions. Outre les titulaires de portefeuilles ministériels – Condoleezza RICE, Secrétaire d'Etat, Donald RUMSFELD, Secrétaire à la Défense – et Dick CHENEY, le Vice-Président, ce sont essentiellement des hauts fonctionnaires qui contribuent à filtrer l'information arrivant à la Maison Blanche. On pense essentiellement à Richard TENET, le directeur de la CIA (Central Intelligence Agency), et à Stephen HADLEY, directeur du NSC (National Security Council), organisme exclusivement présidentiel qui « double » la structure du Secrétariat d'Etat. La caractéristique de cette équipe réside dans l'unité de vues entre les différents membres. L'administration a fait preuve d'une cohérence réelle sur les grandes options. Et malgré les controverses, le principal projet diplomatique de l'administration a été mené jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à l'occupation de l'Irak. C. RICE, dans un article maintenant célèbre de Foreign Affairs avait déjà clairement défini les axes de la politique étrangère américaine : il était temps pour les Etats-Unis d'assumer pleinement leur statut de seule superpuissance dans un monde en pleine recomposition<sup>44</sup>.

#### ... ET DANS LA POLITIQUE ETRANGERE.

Si les Républicains l'emportent, une seconde administration Bush va très certainement poursuivre sur la voie adoptée depuis quelques semaines déjà. Ainsi, la francophobie (« French bashing »), ne semble plus être à l'ordre du jour à Washington. De même, les néoconservateurs les plus en vue – comme Richard PERLE – ont démissionné de leurs fonctions officielles. Cet apaisement affiché semble être un moyen de poursuivre une stratégie uniquement américaine, sans réel souci pour les alliés Européens en général, et la France en particulier. Avec leur occupation de l'Irak et la capture de Saddam HUSSEIN, les Etats-Unis ont franchi l'étape militaire. Ayant gagné la guerre, ils cherchent maintenant à gagner la

---

<sup>43</sup> On lira avec profit la contribution de Vincent MICHELOT, « Les mécanismes décisionnels de la politique étrangère américaine », p.57-65, in Questions Internationales, n°3, septembre-octobre 2003.

paix. Leur volonté de reconstruire l'Irak – voire l'ensemble du Moyen-Orient – est réelle. Or, elle ne peut se faire sans les alliés européens. Le « nation-building » est une entreprise qui requiert la collaboration de tous et qui, en l'absence de soutien international, n'est qu'une nouvelle forme de colonialisme. La seule expérience américaine en la matière, celle de la reconstruction de l'Allemagne et du Japon après 1945, n'est pas comparable avec la situation irakienne. Dans le contexte actuel, c'est l'occupation qui est visible, et non pas la reconstruction. Conscients de cette situation, les Américains cherchent maintenant à faciliter le rapport avec leurs alliés européens. Cette tentative prend plusieurs formes (diplomatiques, politiques) mais sans véritablement déboucher sur une initiative américaine réelle. Les différentes hypothèses de relance qui circulent se concentrent sur quatre domaines : la relance du commerce international et la reprise du cycle des négociations à Doha (« Doha Round ») au sein de l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce) – la promotion générale de la démocratie au sein des régions qui bordent la zone atlantique – en politique étrangère, une pression commune dans la relance du processus de paix au Proche-Orient – une politique de sécurité commune, en particulier dans le domaine de la lutte contre le terrorisme<sup>45</sup>.

#### QUEL AVENIR POUR L'ATTITUDE AMERICAINE ...

Néanmoins, La réélection de George BUSH, avec une large majorité, pose un certain nombre de questions : Les Etats-Unis sont-ils à l'avant-garde d'un mouvement moralo-conservateur qui finira bientôt par affecter les démocraties européennes ou s'agit-il d'une « exception américaine » ? Quel lien s'établira-t-il entre l'indéniable leadership moral de George BUSH à l'intérieur de l'Amérique et l'incontestable effondrement du leadership international des Etats-Unis depuis la guerre en Irak ? Sur quel mode les relations euro-américaines vont-elles désormais se jouer ? Il est bien sûr trop tôt pour tenter des prévisions sérieuses, tant l'avenir dépendra de la composition et des orientations de la nouvelle Administration républicaine. Deux options semblent toutefois ouvertes :

Soit la présidence républicaine compense la faillite de son action internationale par l'arrogance issue de sa victoire nationale : et le pire est devant nous avec soit une division accrue des Européens, entre les partisans de l'allégeance ou de la résistance. soit une construction collective de l'Europe contre l'Amérique, parce qu'elle signifierait que les Etats-Unis auraient définitivement rompu avec le code attendu des puissances démocratiques.

La seconde option étant que l'isolement de l'Amérique sur la scène mondiale et l'impuissance qu'elle en retire amènent la nouvelle Administration à un certain réalisme international : de nouvelles pistes de coopération euro-américaine peuvent alors s'ouvrir. Dans l'un et l'autre cas toutefois, le retour au modèle des alliances transatlantiques antérieur au 11 septembre 2001 semble parfaitement irréaliste.

---

<sup>44</sup>Condoleezza RICE, « Campaign 2000 : Promoting the National Interest », Foreign Affairs, janvier-février 2000, vol.79, n°1, p.45-62. Pour un point de vue nettement plus critique, on lira Denis LACORNE, « Où est l'intérêt national des Etats-Unis ? Approche réaliste et conflits périphériques », Critique Internationale, n°8, juillet 2000, p.97-116.

Il semble d'ors et déjà que l'évolution de la politique étrangère des USA tende vers la « bilatéralisation absolue » de leurs rapports avec tous les pays étrangers. Ceci implique non seulement une marginalisation des institutions internationales, que ce soit l'ONU ou l'OTAN, mais également le refus de considérer l'Union Européenne comme étant autre chose que l'addition de 25 états membres. A ceux qui pouvaient encore en douter, Donald RUMSFELD a servi la formule choc qui résume tout : « C'est la mission qui détermine la coalition et non le contraire ». Pourtant, on a assisté à une opération de séduction de Condolezza RICE et en quelque sorte une main tendue américaine avec la venue de G.W.BUSH en Europe du 20 au 24 février 2005. Si cette tentative de rapprochement est certainement plus tactique que stratégique au moment où les Etats-unis ont besoin que les européens s'impliquent à leur place en Irak pour la phase de reconstruction après des élections peut-être un peu précipitées, il faut que les européens profitent de cette occasion pour impliquer diplomatiquement les américains sur des sujets qui leurs sont sensibles et où ils pourraient bénéficier d'un règlement international (par exemple le Moyen-Orient).

#### ... ET POUR LE RESTE DU MONDE ?

La crise que nous vivons se caractérise par les faits suivants: il n'existe plus qu'une superpuissance profondément marquée par la tragédie du 11 septembre, qui agit de plus en plus de façon unilatérale.

En conséquence, l'Europe, l'OTAN mais aussi les Nations Unies doivent adapter leurs stratégies à cette nouvelle donne. Dans ce contexte 3 options sont ouvertes à l'Europe:

- accepter le leadership unilatéral américain fondé sur la puissance économique et militaire. S'il y a des pays qui y voient des avantages, pour la plupart cela ressemble beaucoup trop à une forme de satellisation;
- oeuvrer à la mise en place d'un monde multipolaire. Au vu du poids militaire des Etats-Unis, on voit mal comment ce scénario saurait se réaliser dans un avenir prévisible;
- tenter de mettre en place un unilatéralisme raisonnable, ouvert au compromis et à la coopération. D'abord parce que la collaboration avec les Etats-Unis est d'un commun intérêt: pour résoudre les problèmes qui se posent à l'échelle internationale, tel que terrorisme, armes de destruction massive, épidémies, criminalité internationale ou réchauffement climatique, l'engagement collectif est la condition du succès. Ensuite parce que le respect de règles et de principes acceptés par tous, et principalement le droit international public, constitue la clef de la légitimité et de l'autorité morale.

---

<sup>45</sup> 12 Voir Doug BEREUTER, John LIS, « Broadening the Transatlantic Relationship », The Washington Quarterly, vol.27, n°1, hiver 2003-2004, p.147-162.

## PARTIE III : QUEL AVENIR ET QUELLES SOLUTIONS POSSIBLES ?

### A - PERSPECTIVES TRANSATLANTIQUES

#### A.1 - EVOLUTIONS DES INSTITUTIONS TRANSNATIONALES

##### UNE CRISE TRANSATLANTIQUE AUGMENTE PARADOXALEMENT LA CONSTRUCTION EUROPEENNE ...

la politique américaine divise, mais chaque risque de crise sévère, voire de divorce, avec l'Amérique réconcilie les Européens sur de nouvelles bases. Avant l'Irak, poser la question d'un concept stratégique européen relevait soit de l'hérésie, soit de l'utopie : entre les Quinze, un mélange d'indifférence, de déférence atlantique ou de préférence nationale hypothéquait ne serait-ce que l'idée même d'un concept de sécurité propre à l'Union. Depuis l'Irak, c'est l'ensemble de la grande Union des Vingt-cinq qui se retrouve impliquée dans la rédaction d'une vision commune du monde et d'une stratégie non moins commune pour l'action de l'Union dans le monde. Pour réaliser ce glissement spectaculaire de l'inexistence à l'affirmation stratégique de l'Union, il aura fallu tout le choc et toute l'angoisse d'un scénario de divorce radical entre l'Europe et l'Amérique, et entre les Européens eux-mêmes, scénario dont la crise irakienne a montré qu'il s'en fallait de peu qu'il ne devienne une option d'avenir.

##### ... ET PLUS D'EUROPE DISTEND LE LIEN TRANSATLANTIQUE !

Les sujets de crise potentielle entre américains et européens ne manquent pas. L'Iran déjà. La Russie bientôt ? mais la question cruciale est de savoir à quel rythme progressera la construction européenne. On peut croire qu'une Europe plus forte signifie une Alliance atlantique plus forte, mais l'épreuve des faits nous enseigne déjà que plus d'Europe, c'est plus de tensions dans les relations transatlantiques, indépendamment de la question de savoir si, à terme, c'est la vision française, anglaise, allemande ou encore une autre qui prévaudra. Dans tous les cas de figure, une identité européenne en matière de défense et de sécurité entraînera forcément un recalibrage de la relation transatlantique. Nous saurons bientôt ce que signifie le fait que l'Union européenne ait remplacé l'OTAN en Bosnie. Nous verrons, bientôt aussi, si la nouvelle constitution favorisera l'émergence d'une politique étrangère commune et si demain on pourra empêcher Tony BLAIR ou un autre chef de gouvernement européen de faire cavalier seul en Europe et cause commune avec les Etats-Unis.

En attendant, on parlera beaucoup d'un pilier européen et on évitera, sauf à Paris, de parler de contrepoids. La réalité est que les Européens rejettent la tutelle des Etats-Unis et leur leadership, si celui-ci est sans partage.

## LES POSITIONS EUROPEENNES

Deux voies s'opposent donc aujourd'hui en Europe. La première incarnée par Londres, accepte le principe d'un monde unipolaire et cherche à en tirer tous les bénéfices<sup>46</sup>. La deuxième incarnée notamment par Paris, se positionne au centre de la résistance et de la défense de la multipolarité ou, comme l'estiment certains experts pragmatiques, de « l'oligopolarité ». Toutefois, seule la convergence de ces deux postures peut apporter une alternative, valable parce que cohérente. L'idée d'un directoire au sein de l'UE pourrait ressurgir dès lors que Paris et Londres réaliseront que leurs intérêts sont finalement assez proches, et qu'aucune proposition ne se fera sans l'un d'entre eux. Par ailleurs, ce qui était difficile en 1998, alors que l'OTAN était en bonne santé, semble plus envisageable dans le futur, Washington ayant décidé de se passer d'une alliance militaire obsolète et trop contraignante.

Devant le fossé de plus en plus net entre Washington et les partenaires européens, et à la suite de cette réorganisation stratégique dont les alliés européens feront les frais, il est nécessaire de repenser la défense européenne, afin de la rendre plus cohérente, et surtout plus efficace. Ce qui a été résumé par Jaap de HOOP SCHEAFFER<sup>47</sup> : « L'Europe sera écoutée par les USA lorsqu'elle aura des moyens militaires et sera capable de parler d'une seule voix ».

## ET SI ON PARLAIT DE L'OTAN ?

Nous l'avons vu, la disparition de la menace soviétique a ébranlé l'alliance en faisant, en quelque sorte, disparaître sa raison d'être. Cependant, le système de commandement otanien avait fait ses preuves et avait été efficacement utilisé lors des crises en ex-Yougoslavie et au Kosovo où les européens n'avaient pas les moyens d'agir seuls. Les membres du traité de l'Atlantique nord ont donc su faire évoluer l'OTAN vers un système de réponse aux crises. Mais cela c'est fait sous l'impulsion des américains qui voulaient maintenir l'alliance et surtout y faire adhérer une grande partie des nouveaux pays indépendants de l'Europe de l'est. Cependant, après les attentats du 11 septembre, G.W. BUSH a abandonné la vertu américaine visant à se limiter soi-même en s'intégrant dans des alliances et des organisations comme l'OTAN et l'ONU. « Au lieu de cela, il veut mener une politique mondiale qui ignore allègrement le classique équilibre des forces. Aucun empire n'y a jamais survécu »<sup>48</sup>. Le chancelier allemand, jusqu'ici nuancé dans sa critique des égarements américains, veut aller de l'avant. Dans son message remarqué, lors de la conférence sur la sécurité à Munich (11 février 2005), il pose les fondements d'un nouveau partenariat transatlantique et d'un nouveau dialogue stratégique – l'OTAN n'est plus « le lien prioritaire où les partenaires transatlantiques consultent et coordonnent leurs visions stratégiques » –, et il poursuit : « Le dialogue entre l'Union européenne et les Etats-Unis,

---

<sup>46</sup> Dans un entretien paru dans le Financial Times, le premier ministre anglais Anthony BLAIR, répondant à la rhétorique française sur l'émergence d'un monde multipolaire dont l'UE serait l'un des pôles de puissance, avait affirmé qu'il ne pouvait y avoir qu'un seul pôle de puissance et que la notion de monde multipolaire était dangereuse car les différents centres de pouvoir deviendraient inévitablement rivaux, « Blair warns Chirac on his vision of Europe », Philip STEPHENS et Cathy NEWMAN, Financial Times, 28 avril 2003.

<sup>47</sup> Jaap de HOOP SCHEAFFER secrétaire général de l'OTAN lors de sa conférence à l'IFRI, Paris, nov. 2004

dans sa forme actuelle, ne correspond ni au poids croissant de l'UE ni aux exigences de la coopération transatlantique ». Gerhard SCHRÖDER veut mettre en place un groupe d'experts où puisse être débattu ce qui doit redonner une substance aux relations transatlantiques et permettre de les moderniser dans le cadre de l'OTAN. Si le chancelier a frisé la crise diplomatique en plaidant pour une réforme de l'Alliance, il n'est pas le seul chef d'état européen à être convaincu de la nécessité d'une redéfinition.

## A-2 EVOLUTION DE LA CONSIDERATION DU DROIT INTERNATIONAL

### PROBLEMATIQUE DE LA LEGITIME DEFENSE :

Au lendemain du 11 septembre, nul ne conteste que les Etats-Unis sont en état de légitime défense, telle qu'instituée par l'article 51 de la Charte des Nations unies : l'offre de soutien immédiat de l'OTAN, au nom de l'article 5, en fut un témoignage direct. De même, l'attaque du régime des Talibans fit l'unanimité de la communauté internationale (résolutions 1373 et 1378), permettant d'ailleurs à l'ONU d'élargir la notion de légitime défense en réponse aux agissements d'Etats directement complices d'attentats terroristes.

Le débat ne commence qu'à partir du moment où la légitime défense invoquée par les Etats-Unis cesse d'être un droit circonstanciel, lié à un événement particulier, pour devenir un droit permanent, structurel, une sorte d'impératif moral de l'Amérique au nom de la défense collective de la démocratie, plaçant de facto les Etats-Unis au-dessus du droit international. Bien au-delà des cercles restreints de l'administration, les Etats-Unis se pensent en effet en état de légitime défense indéfini, justifiant, selon la formule de Pierre HASSNER, une sorte « d'état d'exception permanent »<sup>49</sup> à l'égard des règles traditionnelles du jeu international. « Nous avons été attaqués. Nous n'avons besoin d'aucune résolution des Nations unies pour cette affaire d'autodéfense »<sup>50</sup>, déclarait déjà Paul WOLFOWITZ, en février 2002

C'est à partir d'un triple sentiment de vulnérabilité extrême de l'Amérique, d'invincibilité de sa puissance militaire et de leadership légitime dans la défense des démocraties que l'administration républicaine va développer sa stratégie de guerre contre le terrorisme. D'où les différentes théories de la préemption à l'égard de l'ennemi (« Nous n'hésiterons pas à agir seuls, si nécessaire, pour exercer notre droit de légitime défense par une action préemptive contre les terroristes. »<sup>51</sup>) de la sommation/punition à l'égard des partenaires (« qui n'est pas avec nous est contre nous »<sup>52</sup>), de l'opportunisme stratégique à l'égard des alliances (« c'est la mission qui fait la coalition et non l'inverse »<sup>53</sup>), l'apologie des souverainetés nationales (« En renforçant les institutions qui permettent

---

<sup>48</sup> Stefan KORNELIUS, *Süddeutsche Zeitung*, Munich, février 2005

<sup>49</sup> Pierre HASSNER, « Vers l'état d'exception permanent ? », *Le Monde*, 24 juin 2003.

<sup>50</sup> Cité dans Laurent ZECCHINI, « Etats-Unis et Europe : le grand écart des budgets de défense », *Le Monde*, 6 février 2002.

<sup>51</sup> *National Security Strategy*, p. 6.

<sup>52</sup> Georges W. BUSH, Knoxville Civic Center, Tennessee, 8 avril 2002.

<sup>53</sup> Paul WOLFOWITZ, 38<sup>ème</sup> conférence de la Wehrkunde, Munich, 4 février 2002

aux nations libres de coopérer sur une base multilatérale, nous devons être attentifs à ne pas porter atteinte au principe fondamental du système international – la souveraineté de l’Etat »<sup>54</sup>) et le recours au messianisme démocratique comme ultime justification (théorie du domino démocratique de l’Irak au Moyen-Orient). Le résultat ne pouvait être qu’une nouvelle théorie de la relativité à l’égard du droit international et du multilatéralisme, au nom de l’absolue souveraineté de l’Amérique.

Cependant cette attitude peut être suicidaire, si les Etats-Unis déconsidèrent les organisations internationales et les traités existant (TNP, Kyoto, ADM) il ne faudra pas s’étonner que des nations n’hésitent pas non plus à bafouer le droit international (la Russie en Tchétchénie, et dans le futur, la Chine avec Taiwan ou l’Inde avec le Pakistan).

### A.3 - LE FUTUR DU LIEN TRANSATLANTIQUE

Deux axiomes conditionnent aujourd’hui l’évolution des relations transatlantiques pour les américains : Tout d’abord, si la volonté affichée des USA est d’étendre les valeurs de liberté et de démocratie, il ne faut pas oublier que les intérêts stratégiques des USA sont parfois en contradiction avec cette volonté de prosélytisme démocratique et qu’ils resteront prioritaires.

Ensuite, La première puissance politique du monde est aussi celle où la politique est largement moins déterminante que la religion. Pour l’union européenne, dont la récente constitution exclut à l’inverse toute identification à une religion particulière, cette nouvelle donne américaine représente un défi de taille.

#### VERS UNE SEPARATION IRREMEDIABLE ...

Au niveau des sociétés, tous les ingrédients sont donc présents pour nourrir le fossé, voire le divorce culturel : Les valeurs qui, aux Etats-Unis, portent un candidat au pouvoir (présidentiel) sont exactement celles qui, en Europe, obligent un candidat (à la Commission européenne) à démissionner de ses fonctions : l’intolérance sociale, le fondamentalisme religieux, l’apologie de l’inégalité des sexes notamment. Sur toutes les questions fondamentales de société, comme sur les principes de politique internationale - droit de la guerre, respect des normes internationales, négociations multilatérales - ces différences peuvent transformer le divorce en rupture et la communauté de valeurs entre l’Europe et les Etats-Unis aura dès lors vécu. Il demeurera certes des intérêts communs, des analyses parfois convergentes, des besoins parfois réciproques, mais point de vision commune du monde et du rôle des démocraties, de définition commune de la liberté et de la justice, rien peut-être qu’une immense et impuissante nostalgie.

On peut certes regretter cette fracture culturelle entre les plus intimes alliés du XX<sup>e</sup> siècle; on peut aussi s’inquiéter des conséquences politiques d’une telle dérive culturelle et morale entre les deux

---

<sup>54</sup> Donald RUMFSFELD, Remarks to the Marshall Center 10<sup>th</sup> anniversary, Garmish, 11 juin 2003.

continents. Il ne manquera pas d'ailleurs de faux apôtres pour prôner, au nom de la solidarité transatlantique et de la communauté de valeurs historique entre l'Europe et l'Amérique, une adhésion progressive des Européens au « modèle » américain. Or les sociétés européennes n'ont rien à renier de leur différence. Même si des forces obscurantistes existent aussi sur le continent, l'immense majorité des Européens ne se reconnaît pas dans les contre-valeurs du fondamentalisme religieux américain, et ceci doit rester objet de fierté.

### ... OU UNE REDEFINITION DES LIENS TRANSATLANTIQUES ?

Une analyse moins manichéenne permet de penser comme Marie BERNARD-MEUNIER<sup>55</sup>, que le lien transatlantique va continuer à se distendre, à moins qu'on n'arrive à trouver un nouvel équilibre. A court terme, il y a des choses qui peuvent atténuer ou accentuer le processus de distanciation. Parmi les facteurs qui pourraient ralentir le processus, c'est-à-dire donner aux relations transatlantiques une sorte de rémission, on doit évoquer le moyen-orient. Un agenda commun et des succès, même relatifs, pourraient, pendant un temps, redonner vie à la coopération transatlantique. Un changement de stratégie aux Etats-Unis et une légitimité retrouvée pourraient avoir ce genre d'impact. Enfin, une Europe qui réussirait à intégrer ses nouveaux membres et qui demain s'élargirait au-delà de ses frontières actuelles pourrait voir rejaillir en son sein une nouvelle transatlantique.

D'aucuns estiment que les relations économiques entre l'Europe et l'Amérique sont trop importantes pour que l'écart se creuse irrémédiablement. C'est la thèse défendue par Daniel S.HAMILTON et Joseph P.QUILIAN dans « Partners in prosperity : The Changing Geography of the Transatlantic Relationship ».

## B - NECESSITE ET CHEMIN VERS UN PARTENARIAT TRANSATLANTIQUE

Si jusqu'ici nous avons surtout jugé l'attitude américaine, les français ne sont pas exempts de critiques. Ils veulent utiliser l'Europe pour retrouver une stature internationale et contrebalancer le poids américain. Pourtant comme les Etats-Unis, ils participent à des coalitions de circonstance (guerre du golfe n°1, Bosnie, Kosovo).

De plus, il y a une différence durable de nature entre l'UE et les USA. Aux Etats-Unis, le pouvoir de décision dans le domaine de la politique internationale est très concentré. De son côté, l'Union européenne n'est qu'une union volontaire d'Etats souverains. Par les nouvelles adhésions, notre modèle économique et social européen ne trouve une stabilité que par étapes. Le modèle économique et social américain est au contraire homogène et durable, et il est assumé avec beaucoup plus d'agressivité par les dirigeants politiques.

---

<sup>55</sup> Ex ambassadrice du Canada en Allemagne, aux Pays-bas et à l'UNESCO

Même si la tâche semble ardue, elle est essentielle, il faut conserver des relations transatlantiques soutenues et si possible les orienter vers un partenariat car sinon les Etats-Unis n'auront personne à consulter et plus aucune retenue. Une condition sine qua non sera de redonner confiance aux américains, il faut qu'ils aient confiance dans les européens en général et dans les français en particulier. Pour cela les Européens doivent s'appuyer sur un partenaire comme le Canada qui est particulièrement associé aux Etats-Unis en tant que deuxième pays nord américain mais qui, lorsque les européens et les américains ne sont pas sur la même longueur d'onde, sont souvent plus près des positions européennes. Ce fut le cas sur Kyoto, la Cour pénale Internationale, le multilatéralisme en général et les solutions négociées en particulier.

#### POUR DES RELATIONS PRIVILEGIEES AVEC UN "NOYAU DUR" EUROPEEN

Comme l'a déclaré Romano PRODI lors du séminaire sur l'avenir des relations transatlantique qui s'est tenu à Paris le 12 février 2005 : « L'histoire nous enseigne une grande leçon : à chaque fois que l'Europe est parvenue à s'unir, et a eu l'opportunité de décider ensemble, elle l'a emporté, ou a trouvé un accord. L'accord et la coopération ne sont possibles qu'avec une Europe unie. »<sup>56</sup>. Il est clair que si l'on veut une relation forte avec les Etats-Unis, il faut une Europe forte. Or comme le souligne peut-être de manière un peu exagéré Michel ROCARD : « La majorité des pays européens veulent faire de l'Europe une grande Suisse. Ils ne souhaitent en rien augmenter leurs budgets de défense, et se satisfont qu'il y ait un gendarme américain. Le concept d'Europe puissance n'est en définitive utilisé qu'en France »<sup>57</sup>. Le seul moyen est donc, par le biais du comité de politique étrangère que propose la nouvelle constitution de créer un noyau dur des nations européennes qui ont la volonté et les moyens (en particulier militaires) de jouer un rôle sur la scène politique internationale. Il semble évident que ce « noyau dur » devra s'appuyer sur le couple franco-allemand et si possible sur le Royaume uni, à condition que celui-ci décide de s'émanciper de la tutelle américaine.

---

<sup>56</sup> Séminaire « Quel avenir pour les relations transatlantiques ? », Conseil régional d'Ile de France, 12 février 2005

<sup>57</sup> ibid

## CONCLUSION

Ce qu'il faut souhaiter, c'est l'émergence d'un nouvel agenda commun qui nous permettra de construire peu à peu un nouvel équilibre au sein de l'Alliance atlantique. Les Européens ne se satisferont pas éternellement de l'équilibre actuel et les Américains devront être convaincus qu'un nouvel équilibre peut servir leurs intérêts.

A bien des titres, il est évident que les moyens militaires et les volontés politiques ne sont pas comparables de part et d'autre de l'atlantique. Il faut donc raison garder et plutôt considérer l'Europe comme un partenaire ponctuel qu'espérer un utopique statut d'égal des USA.

Car en définitive, ce ne sont pas les Etats-Unis qui peuvent fondamentalement faire évoluer la définition de leur lien avec l'Europe. En fait, si les Européens veulent modifier l'attitude des Etats-Unis, la seule option qui leur reste est d'acquérir une visibilité politique auprès des Américains

C'est pourquoi l'Union européenne doit devenir un des grands centres de décision et d'action du monde multipolaire. Donnons-nous les moyens d'une véritable politique étrangère et de défense communes. C'est aussi une Union européenne plus sûre d'elle-même qui pourra construire un partenariat rénové avec les Etats-unis.

Les prochaines échéances européennes devront être utilisées à cette fin car seule une Europe Puissance dotée d'une constitution peut permettre d'espérer un partenariat, déséquilibré certes mais un partenariat tout de même.

Les Nations Unies doivent conserver un rôle central dans la reconstruction de relations internationales fondées sur le droit et la morale. Les membres de l'union européenne sont décidés à placer l'ONU au cœur de leur action.

Une seule chose est sûre, comme l'a déclaré le ministre des affaires étrangères français, Michel BARNIER, lors du passage de Condoleezza RICE à Paris le 8 février 2005, « le temps est venu d'ouvrir un nouveau chapitre » dans les relations franco-américaines.

## BIBLIOGRAPHIE

### OUVRAGES

Michael ADAMS, « Fire and Ice : The United States, Canada and the Myth of Converging Values », Penguin Canada, 2004

Zbigniew BRZEZINSKI, « Le grand échiquier : l'Amérique et le reste du monde », Bayard éditions, 1997

Bruno COLSON, « La stratégie américaine et l'Europe », Paris, Economica et ISC, 1997

Ivo DAALDER, James LINDSAY, « America Unbound : The Bush Revolution in Foreign Policy », New York, Alfred A Knopf, 2002

Charles- Philippe DAVID, Louis BALTHAZAR, Justin VAISSE, « La politique étrangère des Etats-Unis. Fondements, acteurs, formulations », Paris, Presses de Sciences-Po, 2003.

Robert GILPIN, « War and Change in World Politics », Cambridge University press, 1981

Daniel S.HAMILTON et Joseph P.QUILIAN, « Partners in prosperity : The Changing Geography of the Transatlantic Relationship », 2004

John Lamberton HARPER, « American Visions of Europe. Franklin D. Roosevelt, George F. Kennan, and Dean G. Acheson », Cambridge University Press, 1994.

Pierre HASSNER, Justin VAISSE, « Washington et le monde. Dilemmes d'une superpuissance », Paris, Autrement, coll. « CERi », 2002

Robert KAGAN, « La puissance et la faiblesse. Les Etats-Unis et l'Europe dans le nouvel ordre mondial », Plon,2003

Walter Russell MEAD, « Divine Providence : American Foreign Policy and How it Changed the World », New York, Free Press, 2001.

Pierre MELANDRI, Justin VAISSE, « L'Empire du Milieu. Les Etats-Unis et le monde depuis la fin de la guerre froide », Paris, Odile Jacob, 2001

Joydeep MUKHEJI, « Growing together ; Staying apart », 2004

Ouvrage collectif sous la direction d'Arthur PAECHT, « les relations transatlantiques », conférences données à l'IFRI, PUF, 2003

Benjamin C. SCHWARZ, « Cold war continuities : US Economic and Security Strategy Towards Europe », The journal of strategic studies, vol 17, 1994-4

Javier SOLANA, « Une Europe sûre dans un monde meilleur », 12/2003

François VERGNIOLLES de CHANTAL, « Enjeux politiques et diplomatie aux Etats-Unis », l'Annuaire Français des Relations Internationales, Paris, édition 2004

Immanuel WALLERSTEIN, « Geopolitics and Geoculture :Essays on the Changing World-system », Cambridge University Press, 1991

## ARTICLES

Martin AGÜERA, « What future for transatlantic security relations after september the 11th ? », defense & security analysis n°18-1 2002, p 89 à 91

Marie BERNARD-MEUNIER, « Les relations transatlantiques se conjuguent-elles au passé ? », Policy options, février 2005

Nicole GNESOTTO, « Bush II : un grand défi pour l'Europe », Le Figaro, 8 novembre 2004

Christopher LAYNE et Benjamin SCHWARZ, « American hegemony – Without an Enemy », Foreign Policy, n°92, automne 1993

Arthur A. STEIN, « The hegemon's Dilemma : Great Britain, the United States and the International Economic Order », International Organization, vol 38, 1984-2

Philip STEPHENS et Cathy NEWMAN, « Blair warns Chirac on his vision of Europe », Financial Times, 28 avril 2003.

Bénédicte SUZAN, Olivier PIROTTE, « Etats-Unis/Europe, un moment de rupture dans les relations transatlantiques ? », Défense Nationale n) 07-2004, p 27 à 42

« 1992 et les nouvelles données internationales », Défense nationale n°1, janvier 1992

Collectif, « L'Europe et la défense », Les cahiers de mars, n°180 2004

Compte rendu du séminaire, « Quel avenir pour les relations transatlantiques ? », Conseil régional d'Ile de France, 12 février 2005

Colloque de la Fondation pour la Recherche Stratégique, « Les choix stratégiques de l'Amérique après les élections du 2 novembre 2004 », Maison de la Chimie, 22 novembre 2004

Dossier « BUSH débarque à Bruxelles : à moi, Europe, deux mots ! », Courrier International, n°746, février 2005

# TABLE DES MATIÈRES

<u>SOMMAIRE</u>	p 2
<u>INTRODUCTION</u>	p 3
<u>PARTIE I: ORIGINES ET IMPORTANCE DES RELATIONS TRANSATLANTIQUES</u>	p 5
<u>A - LES FONDEMENTS DE LA POLITIQUE AMERICAINE EN EUROPE :</u>	p 5
FONDEMENTS DIPLOMATIQUES	p 5
FONDEMENTS GÉOPOLITIQUES	p 7
<u>B - EVOLUTION DES RELATIONS TRANSATLANTIQUES DEPUIS LA CHUTE DU MUR DE BERLIN</u>	p 9
LA LENTE EVOLUTION DU LIEN TRANSATLANTIQUE	p 9
<u>C - QUELS SONT LES PARTENAIRES TRANSATLANTIQUES</u>	p 11
C.1 - LES USA ET LES PAYS EUROPEENS	p 11
C.2 - USA : LE LIEN TRANSATLANTIQUE PAR RAPPORT AUX RELATIONS AVEC LES GRANDS ACTEURS MONDIAUX	p 12
LE CANADA, UN AUTRE INTERLOCUTEUR OUTRE-ATLANTIQUE POUR L'EUROPE	p 13
<u>D - ETATS-UNIS EUROPE: FOSSE CULTUREL OU COMMUNAUTE DE VALEURS</u>	p 14
<u>PARTIE II: RAISONS DES DIFFICULTES, DIFFERENTES PERCEPTIONS ET IMPLICATIONS DANS LA POLITIQUE MONDIALE</u>	p 16
<u>A - UNE PERCEPTION DES MENACES COMPARABLE DE PART ET D'AUTRE DE L'ATLANTIQUE</u>	p 16
A.1 LE TERRORISME : UN DANGER NOUVEAU POUR LES ETATS-UNIS	p 16
VISION EUROPEENNE DU RISQUE TERRORISTE	p 17
A-2 DES IDEOLOGIES DISTINCTES ...	p 17
A-3 ... ET DES VISIONS STRATEGIQUES DIFFERENTES	p 18
<u>B - IMPLICATIONS EUROPEENNES ET AMERICAINES DANS LES DEFIS DE LA SECURITE INTERNATIONALE : FORCE DU DROIT OU DROIT DE LA FORCE :</u>	p 19
B.1 MULTILATERALISME ET GRADATION EUROPEENS	p 19

UNE POLITIQUE ETRANGERE COMMUNE DEPENDANTE DE L'ALLIE AMERICAIN !	p 19
LES EUROPEENS ATTACHES AU MULTILATERALISME	p 20
POUR UNE GRADATION AVANT L'USAGE DE LA FORCE	p 21
B-2 EVOLUTIONS DU MODE D'ACTION AMERICAIN	p 21
UN NOUVEAU PARADIGME STRATEGIQUE AMERICAIN ...	p 21
... ET DE NOUVEAUX CONCEPTS POUR Y REpondRE	p 21
FRAPPES PREVENTIVES ET COALITIONS AD HOC	p 22
QUID DE LA LEGITIMITE ?	p 23

C - REELECTION DE G.W. BUSH ET GESTION DU CONFLIT EN IRAK : QUELS IMPACT SUR LES RELATIONS TRANSATLANTIQUES p 23

UNE CONTINUTE DANS L'EQUIPE PRESIDENTIELLE ...	p 24
... ET DANS LA POLITIQUE ETRANGERE	p 24
QUEL AVENIR POUR L'ATTITUDE AMERICAINE ...	p 25
... ET POUR LE RESTE DU MONDE ?	p 26

PARTIE III : QUEL AVENIR ET QUELLES SOLUTIONS POSSIBLES ? p 27

A - PERSPECTIVES TRANSATLANTIQUES p 27

A.1 - EVOLUTIONS DES INSTITUTIONS TRANSNATIONALES	p 27
UNE CRISE TRANSATLANTIQUE AUGMENTE PARADOXALEMENT LA CONSTRUCTION EUROPEENNE ...	p 27
... ET PLUS D'EUROPE DISTEND LE LIEN TRANSATLANTIQUE !	p 27
LES POSITIONS EUROPEENNES	p 28
ET SI ON PARLAIT DE L'OTAN ?	p 28
A-2 EVOLUTION DE LA CONSIDERATION DU DROIT INTERNATIONAL	p 29
PROBLEMATIQUE DE LA LEGITIME DEFENSE :	p 29
A.3 - LE FUTUR DU LIEN TRANSATLANTIQUE	p 30
VERS UNE SEPARATION IRREMEDIBLE ...	p 30
... OU UNE REDEFINITION DES LIENS TRANSATLANTIQUES ?	p 31

B - NECESSITE ET CHEMIN VERS UN PARTENARIAT TRANSATLANTIQUE p 31

POUR DES RELATIONS PRIVILEGIEES AVEC UN "NOYAU DUR" EUROPEEN	p 32
--	------

CONCLUSION p 33

<u>BIBLIOGRAPHIE</u>	p 34
----------------------	------